

Les Services Publics constituent notre bien commun, ne laissons pas des intérêts privés les accaparer

La défense et le développement des Services publics c'est l'affaire de toutes et tous !

NOUS, associations, élus, collectifs, syndicat, organisations politiques, qui résistons à la casse des Services Publics, reprenons à notre compte l'appel à manifester lancé par la FÉDÉRATION NATIONALE des COLLECTIFS de DÉFENSE et de DÉVELOPPEMENT des SERVICES PUBLICS, pour inviter les citoyen(ne)s, les élu(e)s, les forces associatives, syndicales, politiques, à participer massivement

le SAMEDI 19 NOVEMBRE à PARIS. 13 H 30

de la Place d'Italie vers l'Assemblée Nationale

Stands animation à Sèvres Babylone

à la MANIFESTATION UNITAIRE

à la veille du congrès des Maires de France, de la mise en bourse d'EDF, du retour de la directive Bolkestein au Parlement européen, du projet de l'OMC de généraliser le commerce des services (AGCS)

- ❑ Les Services Publics sont indispensables à toute société se réclamant de la liberté, de l'égalité, de la laïcité, de la solidarité, et ce pour toute la population.
- ❑ Toute notre vie quotidienne est concernée : l'éducation, la recherche, les équipements de la petite enfance, les services à la personne (âgées, handicapées, ...), la santé, l'emploi, poste, communications, transports, énergie, eau, logement ...

RÉSISTER à toute privatisation ou démantèlement !

Nous refusons toutes les politiques de mise en concurrence, de déréglementation, de privatisation partielle ou totale, de fausse décentralisation. Ces politiques, menées aux plans européen et international, mises en œuvre depuis des années par les gouvernements français successifs eux-mêmes, ont fragilisé le Secteur Public, réduit sa portée et souvent dégradé la qualité des services rendus. Elles ont favorisé le démantèlement systématique pratiqué actuellement.

La directive Bolkestein et l'AGCS en sont aujourd'hui les symboles les plus criants.

- ❑ *Exigeons l'abrogation des lois et directives qui guident ces politiques libérales française et européenne.*
- ❑ *Exigeons du gouvernement français qu'il retire toutes les mesures de régression des moyens matériels et humains pour l'ensemble des services publics .*
- ❑ *Exigeons qu'il stoppe les procédures de transfert de charges de la dite « décentralisation » qui frappe les collectivités locale à tous les échelons, et dont souffrent les populations.*
- ❑ *La qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants sont en jeu !*
Refusons qu'elles soient sacrifiées aux intérêts des grands groupes privés.

RECONQUÉRIR des Services Publics de qualité pour tous et partout !

Pas de développement des Services Publics sans développement de la démocratie sociale et des droits des citoyens !

- ❑ *Nous voulons des services publics démocratisés, contrôlés par les usager(e)s, les élus, leurs salariés et organisations syndicales. Ils doivent pouvoir exercer à tous les niveaux un rôle économique et social déterminant. Le seul objectif est le mieux-vivre de tous, la prise en compte des aspirations à la qualité des services, à la transparence des décisions et des tarifs.*

EXIGER une autre politique en France et en Europe !

- ❑ *Nous voulons des services publics qui garantissent, sur l'ensemble du territoire et dans l'égalité, le libre accès de tous aux droits fondamentaux et permettent la satisfaction des besoins sociaux essentiels .*
- ❑ *Ces droits ne sont pas des marchandises et ne doivent pas relever d'une logique de rentabilité financière et de profits.*
- ❑ *Exigeons en France, comme en Europe, une autre politique qui élargisse le rôle et les missions des services publics, leur consacre davantage de moyens par une juste répartition des richesses produites, et démocratise leur fonctionnement.*

**La convergence de nos luttes, c'est notre force
Tous ensemble, nous pouvons et nous devons gagner !**

la « CONVERGENCE POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS »

et Confédération CGT (et dans ce cadre, notamment la CGT Mine Energie, UD CGT Paris, UGFF CGT, SNPTTE, SNT CGT, CGT cheminot, CGT santé sociaux, CGT Finance, CGT services publics...), FSU (dont SYGMA FSU, SNES, SNUIPP, SNU CLIAS...), Union syndicale Solidaires (dont Solidaires Paris, SUD éducation, SUD rail, SUD PTT, SUD Santé Sociaux,...), Union Syndicale de la Psychiatrie, AC, Action consommation, AITEC, ANCR, Alternative citoyenne IDF, ATTAC, association "Le cercle gaulliste international, Bien Public à l'échelle Mondiale (BPM), Collectif du 29 mai, Collectif national pour le droit des femmes (CNDF), CADAC, Collectif « la santé n'est pas une marchandise », Comité Valmy, CNGR, Emancipation, Fondation Copernic, LDH, Mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP), Réseau collectifs « hors AGCS », Réseau « sortir du nucléaire », Survie, Sauvons La Recherche (SLR), majorité du conseil général 23 (PS, PC, Divers gauche), UFAL, Union Nationale Retraités Personnes Agées, Le cactus/la gauche, Les Alternatifs, LCR, MARS, MRC, PRS, Parti Socialiste, PCF, PCOF, les Verts, Convention européenne de Liège pour les services publics, collectif service public Haute Corse.....